

Esquisse historique de l'éducation au Congo,

4. Première république

Dans les trois premières parties, l'esquisse portait sur la période antique et coloniale. A partir d'ici c'est le Congo indépendant qui est pris sous la loupe, à commencer par l'ère Kasavubu, de 1960 à 1965. Dans un premier chapitre fut évoquée la première percée du Congo dans le modernisme, que l'esclavage arrêta promptement et pour trois siècles. Le second chapitre porta sur la renaissance de l'éducation classique (celle qui se déroule dans des classes) sous Léopold II. Le troisième chapitre, couvrant la période coloniale, démontra la montée en puissance de l'éducation, quasi exclusivement aux mains des missionnaires chrétiens. Et dans ce quatrième chapitre, par une brusque rupture de l'Histoire, c'est la première république qui est à l'honneur, plaçant les Congolais devant leurs responsabilités.

Tout était à repenser. Le profil du Congolais nouveau était à définir. Et par-dessus tout il fallait de toute urgence pallier les carences de cadres moyens et supérieurs. Le choix du colonisateur avait été de monter progressivement vers les sommets mais de monter tous ensemble. Dans un plan à long terme, l'enseignement colonial, on l'a vu, s'était focalisé sur l'enseignement de base, avec un réel succès : en 1959, 1,7 millions d'enfants sur 3,0 étaient scolarisés et le taux d'accroissement annuel tendait vers les 10 %, rythme qui plaçait la Belgique en tête de la course à l'éducation dans le Tiers-Monde. Au secondaire, il s'était focalisé sur le professionnel et le technique, selon des normes de plus en plus performantes il est vrai, comme cela ressort du fameux rapport Coulon-Deheyn-Renson, précieuse radioscopie de l'enseignement au Congo en 1954. Au départ, le Ministère des colonies avait eu pour ambition de conférer à la masse une culture minimale et de doter l'administration comme l'entreprise de cadres inférieurs.

L'enseignement secondaire général, on se souviendra, n'avait vraiment démarré que dans le dernier quart de l'ère coloniale, quand on se fut enfin persuadé que l'élève congo-

lais avait la capacité d'aller rapidement de l'avant dans les études (ce que l'on s'était refusé d'imaginer au début du siècle). Les plus lucides, en dépit du fameux Plan de trente ans pour l'émancipation de l'Afrique belge de Van Bilsen, publié en 1955 en néerlandais et en 1956 en français, se persuadaient, confusément d'abord puis de plus en plus nettement, que l'Afrique noire conquerrait plus vite qu'ima-

L'enseignement secondaire général, n'avait vraiment démarré que dans le dernier quart de l'ère coloniale, quand on se fut enfin persuadé que l'élève congolais avait la capacité d'aller rapidement de l'avant dans les études (ce que l'on s'était refusé d'imaginer au début du siècle).



Kasavubu et Lumumba à la Table Ronde en 1959
© Jef Van Bilsen

giné son indépendance, l'environnement africain, la France en tête, donnant le ton. Le Congo manquerait de toute évidence de cadres moyens et supérieurs. Vers les années 50, entre autres sous l'impulsion de Buisseret et de son plan de laïcisation de l'enseignement et de construction, de vastes complexes scolaires appelés athénées royaux viendront doubler les puissantes institutions catholiques omniprésentes, encore que le terme doubler soit impropre, car la capacité de scolarisation de l'enseignement officiel restera pendant plusieurs décennies en deçà des 10 % des écoliers et élèves fréquentant les écoles confessionnelles, toute appartenance confondue. Le nombre de finalistes des humanités allait croissant, même si les humanités, en dehors des petits séminaires, restaient largement l'apanage des Blancs. L'indépendance ne provoque

pas de révolution en matière de scolarisation. La progression des effectifs ne fera que de petits bonds au début des années soixante, par manque d'écoles et par manque d'enseignants et par manque de moyens d'enseignement. Pour l'année scolaire 61-62, les effectifs étaient de 1.054.626 au primaire, 12.040 au post-primaire, 49.134 au secondaire. Quatre ans plus tard, ils étaient de 1.999.627 au primaire, 6.894 au post-primaire, 121.232 au secondaire.

Le décroissement est manifeste au post-primaire, à l'opposé du secondaire qui a plus que doublé sa population, ce qui entraîne une augmentation du nombre de finalistes et de candidats au supérieur, au Congo ou à l'étranger, le plus couramment en Belgique. Le supérieur totalisait 1.379 étudiants en 61-62 et 3.714 en 65-66.

Au-delà de ces chiffres, le besoin en enseignement se

L'indépendance a eu pour effet de mobiliser les parents pour l'école, libérée par le colonisateur. Les parents se mettent à rêver d'un avenir meilleur pour leurs enfants, semblable à celui partagé par la plupart des expatriés. Les jeunes de leur côté caressent le désir d'acquérir le diplôme qui va leur faciliter l'insertion dans la vie active.

Enthousiasme des écoliers, à Bukavu

fait de plus en plus pressant, l'indépendance ayant eu pour effet de mobiliser les parents pour l'école, libérée par le colonisateur. Les parents se mettent à rêver d'un avenir meilleur pour leurs enfants, semblable à celui partagé par la plupart des expatriés. Les jeunes de leur côté caressent le désir d'acquérir le diplôme qui va leur faciliter l'insertion dans la vie active. L'enseignement supérieur et universitaire agissait comme un aimant. Aux deux seules universités congolaises, l'Université Lovanium (catholique, apparentée à l'UCL) à Léopoldville ouverte en 1954 et l'Université officielle d'Elisabethville créée en 1955 (avec l'appui de l'ULg), héritées de la colonisation, était venue s'ajouter, en 1963, une université d'obédience protestante, à Stanleyville (elle fonctionnera à Lovanium durant la rébellion, de 1964 à 1968). A Lovanium-Kinshasa, la fréquentation est



pour 65-66 de 1.702 inscrits pour 147 diplômés, à UOC-Lubumbashi, de 640 inscrits pour 30 diplômés, à l'UCL-Kisangani, de 105 inscrits. Pour pallier les insuffisances de l'enseignement post-secondaire, plusieurs écoles supérieures vont voir le jour sous la première république : l'ENDA (Ecole nationale de Droit et d'Administration), fin 1960, l'IPN (Institut Pédagogique national), en 1961, un peu sur le modèle de l'école normale moyenne d'Elisabethville, ouverte en 1959, l'IBTP (Institut du Bâtiment et des Travaux publics), en 1962. Les besoins étant les plus criants au plan de l'enseignement, plusieurs écoles normales moyennes seront ouvertes en différents points du pays, dans le sillage de l'IPN, qui prendront par la suite le nom d'institut supérieur pédagogique : à Bukavu, à Kinshasa-Gombe, à Boma...

Les universités et les écoles supérieures concentraient l'élite du pays, car il ne faut pas perdre de vue que les étudiants étaient pour la plupart enfants d'illettrés. Les étudiants ne tardèrent pas à affirmer leur identité et à revendiquer leur rôle dans la construction du pays, et la politique ne tarda pas à infiltrer leurs rangs.

Les associations d'étudiants fourbissent les armes. En 1963, l'UGEC (Union générale des Etudiants congolais), chapeautant l'AGEL (étudiants de Lovanium), l'AGEOC (étudiants de l'UOC/Elisabethville), l'AGENDA (étudiants de l'ENDA), l'AEIPN (étudiants de l'IPN) devient une force redoutable, d'autant que l'intelligentsia congolaise se concentrait quasi exclusivement sur les campus universitaires. Il est à noter qu'il existait déjà avant l'indépendance l'UNICRU (Union des étudiants du Congo et du Ruanda-Urundi), mais elle était plus culturelle

Les étudiants ne tardèrent pas à affirmer leur identité et à revendiquer leur rôle dans la construction du pays, et la politique ne tarda pas à infiltrer leurs rangs. Les associations d'étudiants fourbissent les armes.

Photo du campus de Lovanium tendant vers la fin du chantier



que politique. L'UGEC ne tardera pas à prendre position sur les grandes questions qui agitaient la montée en puissance de l'Etat congolais.

N'oublions pas que Présence africaine, où ont écrit les ténors de la première heure, était à l'origine la revue des étudiants et de quelques professeurs de Lovanium.

Les gouvernants eux-mêmes ne tarderont pas à lorgner du côté des campus. En 1959 déjà l'université congolaise avait participé à la rédaction de la déclaration gouvernementale.

En 1961 le Conclave de Lovanium donna naissance au gouvernement d'union nationale, après les affrontements qui éclatèrent consécutivement à la révocation de Lumumba. L'enjeu se révélait d'entrée de jeu crucial, cette révocation étant à l'origine du gouvernement rebelle de Stanleyville et à un terme plus long de la grande rébellion qui stoppera net le pays dans son essor. Cette rébellion pendant des années hypothéqua le développement de l'enseignement.

Les pédagogues ne manquèrent pas pour autant de réfléchir à l'avenir de l'école

et d'imaginer le cadre au sein duquel celle-ci pourra s'épanouir. La première grande mesure structurelle fut d'instituer un enseignement national, qui sera coulée dans le bronze de la Constitution de Luluabourg de 1964, en remplacement de la Loi fondamentale de 1960. Les écoles officielles, les écoles officielles congréganistes, les écoles libres subsidiées et les écoles des sociétés passaient sous la même coupole. Cette unification ne remettra pas pour autant en question le principe des réseaux (officiel, catholique, protestant et kimbanguiste), perçus comme parties prenantes de l'enseignement national.

L'enseignement acquit le statut de service national qu'il ne perdra plus jusqu'à ce jour : programme national unique, contrôle administratif et pédagogique par une inspection d'Etat, qui sera investie en outre du pouvoir d'homologuer les diplômes délivrés par les écoles elles-mêmes.

L'Examen d'Etat ou bac n'interviendra qu'en 1967. L'Etat prenait la responsabilité de l'enseignement de ses citoyens, même si pour des raisons d'opportunité il devait

faire appel à des partenaires. C'est l'Etat qui drainera l'aide bilatérale et multilatérale indispensable vers l'école, sur base d'arrangements particuliers.

L'Etat posait là un geste fort, mais en même temps il ne tardera pas non plus à transmettre ses faiblesses et ne pourra empêcher longtemps, hélas, que les symptômes de ce que l'on appelait déjà, avec une pointe d'ironie, le mal congolais, ne se manifestent dès la première république.

La seconde grande mesure structurelle fut la partition du cycle secondaire, celui qui se réclamait de la plus grande urgence. Jusque-là le Congo avait simplement repris la structure belge : 3 années de maternel (rares), 6 années de primaire, 6 années de secondaire pour le cycle complet, parallèlement à un cycle court de 4 ans à finalité. Seule l'école normale avait allongé la durée du régentat belge, qui était de 2 ans, en graduat de 3 ans. Sous la pression de l'UNESCO, le Congo opta pour un enseignement secondaire à deux niveaux : un cycle inférieur appelé cycle d'orientation (CO) de 2 ans, identique pour tous, et un cycle supérieur appelé cycle long (CL) à options multiples.

Sur le terrain et sauf quelques heureuses exceptions, il apparut très vite que le CO, par manque criant de diplômés, formés pour ce niveau, équivalait à une 7^e et 8^e primaires, les instituteurs étant pratiquement les seuls maîtres à occuper les estrades. Si bien que dans la plupart des écoles les humanités se réduisaient à quatre ans. Heureusement pour la sauvegarde du système il restait, en héritage de la colonisation, un bon nombre d'instituteurs formés à bonne école et quelques grands instituts, collèges et lycées, à maintenir la qualité indispensable au maintien en équilibre de la pyramide scolaire.

On comprend aisément que si l'école secondaire n'est plus apte à offrir à l'université des diplômés capables d'accomplir le cursus universitaire avec fruit, elle héritera elle-même à terme d'un produit universitaire affaibli qui viendra à son tour affaiblir l'enseignement secondaire. Le prof. de Lantsheere (auteur de plusieurs livres de pédagogie, qui a fait des recherches pédagogiques au Katanga à l'époque coloniale), titulaire de la chaire de pédagogie à l'Université de Liège, n'hésitait pas à affirmer qu'on ratait l'université à l'école primaire.

Les pédagogues ne manquèrent pas de réfléchir à l'avenir de l'école et d'imaginer le cadre au sein duquel celle-ci devait s'épanouir. La première grande mesure structurelle fut d'instituer un enseignement national, qui serait coulée dans le bronze de la Constitution de Luluabourg de 1964, en remplacement de la Loi fondamentale de 1960.

Complexe colonial devenu à la fin des années 60 à gauche une forte concentration de CO et à droite un ISP.



C'est dire toute l'importance du primaire et conséquemment du secondaire pour l'équilibre de la pyramide. Au Congo la pyramide s'édifiera d'entrée de jeu sur des bases pas partout fiables. Et l'ouverture débridée de CO, sous prétexte qu'il fallait envoyer un maximum de jeunes aux études, sans lien avec une politique de l'emploi, aura pour effet d'aggraver la situation. La rébellion à son tour apportera son lot de désordre dans l'enseignement. Le retard de la Province Orientale dans le développement de l'école en fut pendant de longues années un malheureux témoignage.

Parallèlement aux deux changements structurels esquissés ci-dessus, le Ministère de l'Education prit en sus quelques mesures salutaires :

- mise sur pied d'une commission chargée de la refonte des programmes, prioritairement ceux des branches à forte connotation nationale : le français, l'histoire, le civisme,
- imposition du français comme seule langue d'enseignement au primaire, pour conjurer le danger d'un enseignement à deux vitesses, celle de la brousse, en langue vernaculaire, et celle de la ville, en français
- prolongation de la scolarité au niveau secondaire (cycle court, cycle d'orientation, cycle long),
- alignement de l'enseignement des filles, trop souvent cantonnées dans l'enseignement professionnel, sur celui des garçons,
- ouverture de l'enseignement aux réalités culturelles africaines.

Toutes ces mesures étaient sans aucun doute attendues de la part d'un jeune Etat. Par contre la mise sur pied d'un Programme national d'urgence, dont le bien-fondé

était difficile à mettre en cause, eut rapidement des conséquences malheureuses et allait lancer l'enseignement dans une aventure dont il sortira meurtri pour de longues années. On ouvrit des milliers de classes de CO, on recruta des inspecteurs sans leur donner la formation requise, on organisa des stages de rattrapage sans grande imprégnation, par simple séance d'animation, pour les enseignants qui n'avaient pas le niveau, le tout à un rythme qui tenait insuffisamment compte des capacités et des disponibilités.

Un ministre de l'Education eut cette parole surprenante : même si vous n'avez qu'un garage, ouvrez un CO. Le Congo n'avait pas été préparé à une telle explosion : les classes étaient trop souvent de construction précaire (sauf dans les postes de mission, qui disposaient encore en ces temps-là de moyens financiers) ou occupaient des locaux dans des maisons abandonnées parfaitement inadéquates. Les moyens d'enseignement (manuels, matériel

L'indépendance avait sonné la fin de l'Etat-Providence, qui consistait à asseoir l'écolier et l'élève sur un banc parfaitement équipé de tout le nécessaire à une bonne leçon. Du jour au lendemain les parents avaient à délier leur bourse, et souvent à réduire le nombre d'enfants à l'école.

Classe de couture dans les faubourgs de Kananga

didactique, tableaux, craies) suffisaient à peine à équiper les classes traditionnelles. Les maîtres étaient en nombre nettement insuffisant.

A cela s'ajoute que l'indépendance avait sonné la fin de l'Etat-Providence, qui consistait à asseoir l'écolier et l'élève sur un banc parfaitement équipé de tout le nécessaire à une bonne leçon. Du jour au lendemain les parents avaient à délier leur bourse, et souvent à réduire le nombre d'enfants à l'école. Le moindre malheur au sein d'une famille pouvait coûter la scolarisation à un ou plusieurs enfants.

Bref, le rêve caressé à la Conférence d'Addis-Abeba réunissant les responsables éducatifs de tous les pays africains, d'une scolarisation pour tous au primaire et d'un déploiement proportionnel au secondaire général, technique et normal, en l'espace de 20 ans, devint rapidement utopique. Du reste soixante ans plus tard il l'est toujours, malgré tous les efforts accomplis et les progrès réalisés.

Durant la première république le Congo ne sera pas seul dans sa course à l'éducation. Une fois les soubresauts consécutifs à l'indépendance apaisés et pacifiées les provinces dissidentes, une fois aplatis les démêlés avec l'ancien colonisateur et parti l'ONUC, le Congo put commencer à se construire. Pour peu de temps, hélas, car la rébellion reprendra à l'est en 1964.

On ne peut pas dire que le monde manqua de solidarité pour le pays. La Belgique en tête accorde sur son territoire un grand nombre de bourses pour répondre aux besoins en cadres. Des entrepreneurs, principalement belges, reprennent le chemin du Congo, pour relancer leur ancienne entreprise ou en créer une nouvelle, venant épauler au plan commercial et industriel les expatriés qui n'ont pas quitté ou sont revenus très vite, parmi lesquels un grand nombre de Portugais, d'Indiens, de Grecs, selon leurs affinités provinciales. Mais ceux-ci ne sont généralement pas d'un grand se-



cours pour l'enseignement, en dehors de quelques bonnes initiatives en matière de formation sur le tas. Les missionnaires de tous ordres ne tardèrent pas non plus à regagner leur mission, et furent d'un grand secours pour réhabiliter, autant que faire se put, et entretenir leurs nombreux établissements scolaires.

La Belgique ne se limitera pas à accueillir un grand nombre de boursiers sur son sol, elle jettera également les bases d'une assistance technique en hommes et en équipements, en fondant en 1963 l'OCD (Office de Coopération au développement), contraint de naviguer entre le double écueil du lobbying des exportateurs et autres anciens colons et celui de la mainmise du ministère des Affaires étrangères.

Le multilatéral de son côté libéra des capitaux (sous forme de prêts qui coûteront in fine très cher au pays bénéficiaire) et se lança dans d'ambitieux projets, comme la Banque mondiale et l'Union européenne.

Sans toujours récolter le bénéfice de ses efforts : la BM par exemple reconnut que le taux de réussite de ses projets ne dépassa guère les 30 %, alors que dans le bilatéral direct il était nettement plus élevé.

La construction de nouveaux complexes, principalement au niveau du supérieur, ne connaîtra sa grande période productive, en dehors de l'IPN, qu'au début de la deuxième république.

Lovanium, qui achève la construction de son impressionnant campus, est au mieux de sa forme. Les chaires sont occupées pour la plupart par des professeurs résidents, appuyés par des professeurs visiteurs, la plupart venant de Belgique.

Au plan éducatif, le bilatéral direct reste toutefois le pre-

mier bailleur, la Belgique en tête, à trois niveaux : secondaire général, normal et technique, supérieur normal et technique et universitaire. La France qui affirme de plus en plus sa présence est surtout active au niveau de l'enseignement supérieur. Des coopérants arrivent de toutes parts, de Haïti, du Canada, de France, d'Espagne et surtout de la Belgique, sans toujours maîtriser la langue d'enseignement.

Les athénées accueillent les enfants expatriés, en attendant que les principaux bailleurs ne construisent leurs propres écoles consulaires, comme la Belgique et la France. L'OCD va jouer un rôle déterminant dans l'effort pédagogique du jeune Etat congolais.

Durant l'année scolaire 62-63, l'assistance technique (on ne l'appelait pas encore la coopération, encore moins le partenariat) était forte de 3.000 personnes, dont 2.400 au Congo (les autres étant à la disposition du Rwanda et du Burundi).

Parmi celles-ci, on dénombre pour moitié des enseignants du primaire (qui seront les premiers à disparaître du tableau), du secondaire et du technique, 150 à l'université et 228 dans les écoles à programme belge (très majoritairement réservées aux expatriés).

La Belgique n'aurait pu faire plus, car le budget de la coopération subissait d'importantes ponctions pour payer les bourses et les stages.

Les ONG qui accomplissaient alors leurs premiers pas dans le développement international, étaient largement absentes du secteur de l'enseignement, si l'on exclut bien sûr les missionnaires.

Du reste même plus tard elles ne seront que rarement des

La Belgique n'aurait pu faire plus, car le budget de la coopération subissait d'importantes ponctions pour payer les bourses et les stages.

Sources

- Comité organisateur du jubilé, M. Ekwa bis Isal, s.j., Prêtre, Educateur et Formateur, Editions CADICEC, Kinshasa, 2000.
- Ekwa bis Isal M., s.j., *L'école trahie*, Cadicec, Kinshasa, 2004.
- Malengreau, G., *L'Université Lovanium ; des Origine lointaines à 1960*, Edition universitaires africaines, Kinshasa, 2008.
- Ministère des Colonies, Conseil supérieur de l'Enseignement, *La réforme de l'enseignement au Congo belge, Mission pédagogique Coulon-Debeyn-Renson*, rapport présenté à Monsieur le Ministre Auguste Buisseret, décembre 1954.
- I. Ndaywel è Nziem, *Histoire générale du Congo, De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Duculot, De Boeck & Larcier, Paris, Bruxelles, 1998.
- Van Bilsen J., *Congo 1945-1965, La fin d'une colonie*, CRISP, 1994.
- Sous la direction de J. Vanderlinden, *Du Congo au Zaïre 1960-1980, Essai de bilan*, CRISP.

partenaires privilégiés de l'enseignement national, qui par définition se veut gouvernemental. Leur contribution se fera précieuse dans l'enseignement spécial où elles deviendront avec les années des partenaires de première force.

En brossant le tableau des opérateurs pédagogiques de la première législature, on ne peut oublier de citer les femmes qui en nombre, goûtant aux bienfaits de l'émancipation, se mettront au service de l'enseignement. L'ENM/Kalina ou ISP/Gombe, démarrant dans le complexe de l'école secondaire du Sacré-Cœur, n'était accessible alors qu'aux seules filles.

Le tableau du premier lustre de l'histoire du Congo indépendant, auquel Mobutu viendra mettre un terme assez brutal, serait incomplet si l'on ne citait pas un acteur de première force, à savoir le Bureau de l'enseignement catholique, le fameux BEC, disposant de relais dans toutes les provinces, avec à sa tête le Jésuite Martin Ekwa, qui saura imprimer à tout l'appareil éducatif la foi en l'avenir.

L'administration gouvernementale, l'inspection générale de l'enseignement comprise, tirait un bénéfice des services rendus, prioritairement à ses propres écoles s'entend, par le BEC. Comme il n'y avait qu'un enseignement national, idée à l'émergence de laquelle le Père Ekwa avait du reste largement contribué, les querelles de clocher s'atténuèrent, même si la concurrence entre les réseaux restait un ferment de progrès.

■ Fernand Hessel
Texte et photos
ou empruntées aux sources